

## Europe

### 10 nouveaux pays arrivent en 2004 !

*L'intégration de 10 nouveaux pays d'Europe centrale ne se fera pas sans sacrifice ni craintes de part et d'autre. D'autant que la date de cet élargissement est connue (2004) et que tout reste encore à faire.*

Après l'euro, l'élargissement ! En effet, d'ici 2004, dix pays, dont huit issus du défunt « bloc de l'Est » (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Estonie, Lituanie, Lettonie) et deux îles de la méditerranée (Chypre et Malte), devraient adhérer – ensemble – à l'Union européenne. Demain, donc. C'est une véritable révolution, si l'on songe que, depuis sa création, la Communauté européenne n'avait accueilli que neuf membres. Et encore, comme le fait remarquer Michel Soudais, auteur d'une étude sur le sujet, tout cela « en quatre vagues : le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande en 1973 ; la Grèce en 1981 ; l'Espagne et le

Portugal en 1986 ; l'Autriche, la Finlande et la Suède en 1995. Des pays dont la situation économique n'était en rien comparable, même avant leur adhésion, à celle des ex-pays communistes qui frappent aujourd'hui à la porte de l'Europe ». Avec ce big-bang, la plus grosse opération d'élargissement de son histoire, l'Europe va changer de visage : du jour au lendemain, elle comptera 100 millions de nouveaux membres, soit encore l'équivalent de 10 Portugal ! Et un tiers de superficie en plus. Pour ne citer qu'un seul exemple, repris par G.Grallet, reporter à l'Express, « à elle seule, la Pologne regroupe près de 40 % des nouveaux venus. L'Union est-elle prête à digérer ce pays, où le salaire moyen égale à peine le tiers de celui d'un Belge et qui ne compte que 150 kilomètres d'autoroutes ? Même les experts les plus europhiles s'interrogent ». Et de fait, à en croire ces spécialistes, il faudra bien septante ans avant que la Pologne n'atteigne le niveau des pays d'Europe occidentale. La raison ? Un Polonais produit deux fois moins de richesse aujourd'hui

qu'un Portugais lors de l'adhésion de son pays en 1986.

#### Craintes réciproques

Ne nous leurrions donc pas : cet élargissement ne se fera pas sans craintes de part et d'autre. Dans les Etats membres de l'Union, la population craint les effets négatifs potentiels de l'élargissement : immigration sans contrôle, dumping, criminalité, concurrence déloyale... Et dans les pays candidats, en revanche, on s'inquiète



plutôt des changements sociaux et économiques entraînés par l'adhésion et qui, à court terme, pourraient entraîner une baisse du niveau de la qualité de vie des habitants. A en croire certaines études, l'une des difficultés de l'élargissement est la suivante : « L'Union européenne a affaire à des pays qui, pour la plupart, n'étaient pas des démocraties avant 1945 et sortent de quarante-quatre ans de totalitarisme communiste. L'héritage de l'époque communiste est double. Antidémocratiques, autoritaires ou totalitaires, selon les catégories que l'on choisit de leur appliquer, ces régimes avaient instauré la violence en mode privilégié de résolution des conflits politiques et sociaux. La surveillance permanente du corps social plaçait les organes militaires et policiers au cœur d'un système politique où la répression jouait un rôle fondamental dans l'accession et le maintien au pouvoir des dirigeants ». Et d'ajouter que cet héritage pèse aujourd'hui encore en Europe centrale et orientale, notamment parce

que les comptes du passé n'ont pas été partout et entièrement soldés. Un certain nombre de cadres politiques communistes se sont convertis aux valeurs démocratiques, avec un degré variable d'adhésion réelle. Or, il va de soi que l'apprentissage des mécanismes de la démocratie ne se résume pas à la tenue d'élections : « il implique également la compréhension de ses enjeux et valeurs ».

### Médias muets

Mais le grand drame de cet élargissement, c'est le peu de place accordée par les médias à ce phénomène. Bien entendu, le sujet n'est pas simple et le processus de négociation peut apparaître complexe. Mais est-ce une raison pour occulter le problème ? Selon Laurent Rucker, analyste français, spécialisé dans la matière, « les gouvernements ne font à peu près aucun travail d'information des opinions publiques. Peut-être parce que des élections se profilent dans plusieurs pays (européens). Or, l'élargissement soulève des problèmes souvent sensibles qui peuvent avoir un coût électoral. Les dirigeants politiques ne sont pas toujours désireux d'éclairer leur opinion publique, ce qui ouvre la voie à toutes les manipulations et à la démagogie ». Résultat des courses : l'opinion publique ignore à peu près tout de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale. Peu de personnes savent ce qu'il représente. Quels sont les pays concernés ? Quand et comment le processus a-t-il été engagé ? A

quelle date peut-il aboutir ? Les enjeux réels restent méconnus, tout autant que les conséquences possibles.

Parmi les craintes régulièrement évoquées et liées à cet élargissement, figure en bonne place ... l'agriculture. Pour être plus précis, l'agriculture polonaise constituerait une menace pour l'agriculture française, pays où ce secteur est très important. Mais là encore, à en croire Laurent Rucker, « si l'on se réfère à l'histoire des élargissements successifs de l'Union européenne, on constate pourtant que ce ne sont pas les pays gros producteurs de l'Union européenne qui ont souffert de la concurrence des nouveaux membres – comme l'Espagne ou la Grèce –, mais qu'il s'agissait bien davantage de marchés nouveaux pour leurs productions. Globalement, cela n'a pas affecté l'agriculture française. En outre, chacun sait que le marché commun agricole profite largement aux agriculteurs français. Sans la Politique Agricole Commune (PAC), leurs difficultés auraient été bien plus importantes. Pour exprimer l'enjeu agricole, il suffit d'écouter ou de lire les propos d'Henryka Bochniarz, leader de la confédération polonaise des employeurs ou les propos musclés de la patronne de l'entreprise de cosmétiques Nicom. « La plus grande crainte que m'inspire l'Europe, ce n'est pas l'arrivée d'une concurrence accrue. C'est que nous allons devoir nous soumettre à vos politiques sociales endormies de pays riches, en travaillant 35 à 39 heures par semaine, alors que nous avons un pays à construire ».

### Paysans polonais en colère

Dans le cadre d'une enquête approfondie sur les problèmes posés à la Pologne par l'adhésion à l'Union européenne, Guillaume Grallet s'interroge sur les aides agricoles dont on n'arrive pas à fixer les montants : « comment ce pays, dont



*un habitant sur cinq vit de la terre – mais l'agriculture ne contribue que pour un dixième à la production nationale – sur des exploitations de petite taille, a-t-il des chances de survivre dans le marché agricole européen ? Qui veut revenir un siècle en arrière n'a qu'à s'arrêter quelques heures à la frontière lituanienne. Pour Georg, 70 ans, dont cinquante-cinq passés derrière son cheval et sa charrue, l'Europe, c'est avant tout l'arrivée d'une concurrence accrue. Et donc la nécessité, pour obtenir des rendements comparables à ceux des paysans belges, français ou allemands, de répandre des engrais sur ses 5 hectares de blé, là où, jusqu'à maintenant, le fumier du voisin suffisait. Mais comment va-t-il faire, lui qui n'arrive pas à acheter une nouvelle charrue ?* » Pour répondre à cette dernière interrogation, les Polonais espèrent bénéficier des subventions. Mais combien ? D'un côté, l'Union propose d'accorder, à partir de l'année prochaine, une aide graduelle de 25 % de ce que reçoit un agriculteur d'un pays membre, et ce pendant une période transitoire de dix ans. Mais pareil délai semble trop long pour les paysans polonais qui revendiquent les mêmes aides que les agriculteurs de l'Europe de l'Ouest ! Mais pour l'heure, ces revendications se heurtent à un "niet" catégorique de la part des négociateurs européens. La raison ? Dans ce cas, la Pologne coûterait cinq fois plus que ce que l'Union a dépensé pour l'Espagne et le Portugal réunis ! En attendant un hypothétique déblocage de la situation, l'Union européenne a quand même fait un geste à l'égard de la Pologne : jusqu'à 2015, aucun habitant d'Europe de l'Ouest ne pourra s'offrir de terre polonaise. Bref, pas moyen, comme le redoutent les Polonais du Sud, que des Allemands fortunés et nostalgiques achètent, pour quelques milliers d'euros (!), la riche terre agricole de Silésie que possédaient leurs grands-parents ; acquise par Frédéric II, la province n'a été rendue à la Pologne qu'il y a cinquante ans, note Guillaume Grallet.

### Contrôler l'immigration

C'est l'autre grande inquiétude qui a trait à l'élargissement de l'Europe aux pays de l'Est : les ressortissants d'Europe centrale et orientale ne vont-ils pas déferler sur les pays d'Europe de l'Est ? La hantise semble particulièrement répandue en Allemagne et en Autriche. Mais, à en croire certains experts, il semble que cette hantise soit excessive. Motif ? Les élargissements précédents démontrent qu'il n'y a pas eu de vague d'émigration en provenance des nouveaux adhérents. « Globalement, les populations restent dans leur pays d'origine et on ne voit pas pourquoi cela serait différent pour les nouveaux pays candidats » note Laurent Rucker. Peut-être. Mais avec l'élargissement, les frontières européennes se déplacent de 600 kilomètres à l'Est. D'où la question importante : comment appliquer les accords de Schengen dans le nouvel espace ? Loin d'être simple, la question n'est toujours pas en passe d'être résolue. L'Union souhaiterait, par exemple, que la Pologne joue les gendarmes et rende les visas obligatoires pour les Biélorusses, Russes et Ukrainiens. Mais la pilule est difficile à avaler pour les Polonais : d'abord, parce que cela impliquerait l'embauche de 3000 fonctionnaires supplémentaires, mais surtout cela signifie la fin, ou le déclin, de toute une économie parallèle nécessaire aux citoyens polonais. De leur côté, les autorités roumaines ont rapidement pris conscience que leur adhésion à l'Union européenne dépendra beaucoup des progrès accomplis en ce domaine : « La Roumanie est tellement obsédée par son entrée dans l'Union que la question de la migration est traitée en priorité » confirme un diplomate occidental au quotidien Le Monde. Depuis quelque temps, la Roumanie a notamment durci les conditions d'octroi de visa aux ressortissants de pays à fort potentiel migratoire « pour limiter le nombre de soi-disant hommes d'affaires ou étu-

dants qui profitaient des lacunes administratives roumaines pour transiter par la Roumanie dans leur route vers l'Union européenne » a ainsi rappelé Violeta Bau, de l'Institut de politique publique de Bucarest.

### Financement dérisoire

On l'aura compris : l'élargissement de l'Union européenne est un immense chantier. Mais, hélas, il semble que la Commission n'ait pas les moyens de ses ambitions. La preuve ? Selon les estimations de la Commission, l'Union dépenserait au maximum 0,08 % du PIB total de l'UE par an dans les trois années qui suivent l'élargissement. Un chiffre dérisoire par rapport à des projets antérieurs comparables. Les Etats-Unis ont dépensé 15 fois plus pour le plan Marshall. Et, last but not least, le budget de l'UE consacré à l'élargissement ne représente qu'un dixième des crédits consacrés par l'Allemagne à sa réunification depuis 1990. En voulant ainsi alléger le fardeau financier qui pèse sur l'Europe de l'Ouest, Bruxelles a pris le risque de mettre en place une Europe à deux vitesses après l'élargissement. Mais la croissance économique n'étant pas là, on ne voit pas avec quel budget on aurait pu financer ce passage en douceur. Dommage que les citoyens européens soient aussi peu tenus au courant d'un tel enjeu. Mais sans doute est-ce délibéré ?